



NOTE D'INFORMATION 18 juillet 2016

Un piètre accueil de la part des pays riches

Les six pays les plus riches accueillent moins de 9 % des réfugiés du monde, alors que des pays plus pauvres assument l'essentiel de cette responsabilité. Les pays les plus riches du monde peuvent et doivent en faire plus pour aider ces personnes particulièrement vulnérables, qui ont été chassées de chez elles par les violences et les conflits armés.

Contexte

Le nombre de personnes contraintes de fuir la guerre, les violences ou les persécutions n'a jamais été aussi élevé depuis que des statistiques précises existent¹. Le conflit en Syrie a largement contribué à cette augmentation, mais d'autres conflits poussent également les populations à fuir : au Burundi, en République centrafricaine, en Irak, au Nigeria, au Soudan du Sud et au Yémen, notamment. Au total, plus de 65 millions de personnes ont dû partir de chez elles, dont 40,8 millions de déplacés à l'intérieur dans leur propre pays, 21,3 millions de réfugiés et 3,2 millions de demandeurs d'asile dans les pays industrialisés².

La responsabilité de fournir aux réfugiés des abris, de la nourriture et des soins de santé, ainsi que des possibilités d'emploi et d'éducation, pèse de manière disproportionnée sur des pays pauvres qui, souvent, peinent déjà à pourvoir aux besoins de leur propre population ou risquent de compromettre leur propre stabilité.

Les six pays les plus riches de la planète, qui représentent plus de la moitié de l'économie mondiale, n'accueillent que 8,88 % du nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile : à elle seule, l'Allemagne accueille plus de 736 000 personnes, tandis que 1,4 million d'autres sont réparties entre les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine et le Japon³.

En revanche, la Jordanie, la Turquie, le Territoire palestinien occupé, le Pakistan, le Liban et l'Afrique du Sud, qui pèsent à eux six pour moins de 2 % de l'économie mondiale, accueillent la moitié des réfugiés et demandeurs d'asile dans le monde, soit près de 12 millions de personnes⁴.

Souvent, les personnes contraintes de fuir pour survivre doivent faire face à un voyage périlleux avant de trouver refuge. Des familles sont déchirées et beaucoup finissent par vivre dans des conditions sordides, manquant de nourriture, d'eau potable et d'installations sanitaires convenables. Des hommes, des femmes et des enfants gardent le statut de réfugié des dizaines d'années durant, sans perspective d'un emploi formel ni éducation décente.

Cette crise est si gigantesque qu'aucun pays ne peut à lui seul la régler. Pour sauver et protéger des vies, les gouvernements du monde entier doivent agir ensemble et de manière responsable. Dans deux mois, à l'initiative de l'ONU et du président des États-Unis, Barack Obama, deux sommets se tiendront l'un après l'autre à New York, afin de remédier à cette situation sans précédent. Ces sommets seront l'occasion, pour les pays riches, de s'engager à accueillir un nombre bien plus important de réfugiés, mais aussi, pour l'ensemble de la communauté internationale, d'améliorer la façon dont les personnes déplacées de force sont traitées et de leur offrir un avenir digne.

Une réponse insuffisante à des crises d'origine humaine

Plus de 65 millions de personnes sont parties de chez elles à cause de violences, de la guerre et de violations des droits humains⁵. La plupart sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays, fuyant des violences armées souvent perpétrées par les autorités mêmes qui sont censées protéger, faire respecter les droits humains et assurer la sécurité. Beaucoup quittent leur pays natal pour se réfugier dans un pays voisin, qui manque souvent de ressources pour les aider.

Chaque crise est complexe et s'inscrit dans une dynamique particulière, mais aucune n'est inévitable. Toutes sont le fait de l'Homme, car du Yémen au Soudan du Sud, ce sont les gouvernements et les groupes armés qui se disputent le pouvoir et les ressources et qui chassent les populations de chez elles. Il arrive également que les pays voisins et des pays riches plus lointains contribuent à alimenter ces conflits en fournissant des armes, ou ne s'engagent pas suffisamment en faveur de processus de paix inclusifs. Par exemple, l'envolée des achats d'armes par l'Arabie saoudite (notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis), qui dirige une coalition internationale combattant au Yémen, a contribué à l'augmentation de plus de 10 % des ventes mondiales d'armes en 2015⁶.

Comme l'a montré l'étude menée par Oxfam, des gouvernements ont contribué équitablement tant au financement de l'aide internationale en faveur de celles et ceux qui souffrent du terrible conflit en Syrie, qu'à l'accueil de réfugiés syriens⁷. Mais il s'agit là d'une honorable exception au regard de la tendance générale et dangereuse qui se dessine en 2016 : pour la plupart, les gouvernements tournent le dos aux populations les plus vulnérables et ne respectent pas l'esprit du droit international qu'ils prétendent défendre. De plus, les États qui ont accueilli un grand nombre de réfugiés par le passé ne sont pas tous disposés à continuer, ni à respecter le droit d'asile.

En mars dernier, l'Union européenne et la Turquie ont conclu un accord controversé qui a eu pour effet de bloquer des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants en Grèce, souvent dans des conditions honteuses et dans l'incertitude quant à leur statut légal. Cet accord troque des êtres humains contre des concessions politiques, bafouant si ce n'est la lettre, du moins l'esprit de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, le texte juridique qui définit les droits des réfugiés et le devoir des gouvernements de les protéger. En externalisant *de facto* le contrôle de leurs frontières à la Turquie, les gouvernements européens ont déclenché un effet domino. En mai, le Kenya a annoncé la fermeture du camp de réfugiés de Dadaab, affirmant que si l'Europe pouvait refuser l'entrée de son territoire aux Syriens, le Kenya pouvait en faire autant pour les Somaliens. La Turquie a elle-même instauré le contrôle des visas des Syriens cherchant à entrer sur son territoire par voie aérienne ou maritime depuis un pays tiers, et 70 000 Syriens se retrouvent coincés dans un *no man's land* entre la Jordanie et la Syrie, depuis que la Jordanie a suspendu l'admission des réfugiés après l'attentat suicide du 21 juin⁸.

Tout État a bien évidemment le droit de maintenir la sécurité de son pays. Mais ce droit doit impérativement s'exercer de pair avec le devoir de protéger les réfugiés, conformément au droit international. Quand un gouvernement, quel qu'en soit le pays, tourne le dos aux réfugiés, des hommes, des femmes et des enfants particulièrement vulnérables se retrouvent dans une situation effrayante et dangereuse. Dans le monde, plus de 5 400 personnes ont perdu la vie en 2015 lors du voyage périlleux qu'elles avaient entrepris pour chercher refuge, et déjà 3 651 personnes sont, de même, mortes au cours du premier semestre 2016⁹. Des familles sont régulièrement séparées, les parents ne parvenant pas à retrouver leurs enfants. Beaucoup sont partis sans effets personnels ni papiers d'identité, n'emportant dans leur fuite que les vêtements qu'ils portent. Certains se retrouvent à dormir dehors ou dans des abris bondés, dans des conditions propices au développement d'infections et de maladies.

Dans nombre de pays, les réfugiés ne sont pas autorisés à travailler et risquent de se faire expulser ou autrement sanctionner s'ils sont pris à essayer de gagner leur vie. Ils n'ont parfois aucun moyen d'acheter de la nourriture, de l'eau ou d'autres biens de première nécessité. Souvent, les enfants déplacés n'ont pas la possibilité d'aller à l'école, ce qui prive des générations entières d'éducation. Marginalisés dans les pays où ils se retrouvent, les femmes et les enfants courent plus particulièrement le risque de se faire exploiter.

Des récits effroyables nous arrivent de pays comme la Syrie, le Yémen, le Nigeria et le Soudan du Sud : maisons, écoles et hôpitaux détruits, blessures atroces, bains de sang, mais aussi un quotidien fait de peur, de stress et de danger. Beaucoup n'envisagent même pas de rentrer dans leur pays, comme le Soudan et la Somalie, car ce serait trop dangereux.

Étude de cas : « La nuit, nous ne pouvions pas sortir. »

Une Burundaise de 27 ans

Cette femme a fui le Burundi avec son mari, son beau-frère et ses enfants après avoir appris que les habitants faisaient l'objet d'intimidations lors des élections de 2015 :

« Il arrivait que la police nous arrête en chemin et nous dise de ne pas nous enfuir. Nous rentrions à la maison, attendions qu'il fasse nuit, puis repartions. Depuis notre village, il nous a fallu une journée pour arriver en Tanzanie. Pendant trois mois, nous sommes restés dans un abri collectif où nous dormions sur des nattes. La nuit, nous ne pouvions pas sortir seuls. Nous avons peur de nous faire violer, car nous avons entendu dire qu'un homme avait essayé d'attraper une fille. Un réfugié est une personne qui n'a pas le choix. Il ne peut pas faire ce qu'il aimerait faire dans la vie. Sa vie ne dépend plus que de l'aide. Je ne me sens pas bien dans la peau d'une réfugiée. Je ne me sens pas bien du tout. »

Les pays les plus riches sont les moins accueillants

Les calculs d'Oxfam basés sur les derniers chiffres publiés par l'ONU et le classement des pays établi par la Banque mondiale selon leur richesse économique (PIB) mettent en lumière le fossé entre les pays offrant une aide concrète aux réfugiés, qui ont cruellement besoin d'un lieu où vivre en sécurité, et les autres. Dans ces calculs, Oxfam a suivi la pratique de l'ONU, qui inclut les réfugiés enregistrés auprès du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et de l'Office de secours et de travaux (UNRWA), mis en place en 1949 pour venir en aide aux réfugiés palestiniens, que ce dernier définit comme étant toute personne « qui a perdu à la fois son domicile et ses moyens de subsistance en raison du conflit de 1948 », ainsi que les descendants de la lignée masculine¹⁰. Comme indiqué dans le dernier rapport mondial du HCR, ces réfugiés palestiniens représentent 5,2 millions de personnes sur un total de 21,3 millions de réfugiés. Sur ce total, les six premières économies mondiales accueillent 2,1 millions de réfugiés et demandeurs d'asile¹¹.

Tableau 1. Les six pays les plus riches¹²

Pays	N ^{bre} de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis
États-Unis	559 370
Chine	301 729
Japon	16 305
Allemagne	736 740
Royaume-Uni	168 937
France	336 183
2 119 264 réfugiés et demandeurs d'asile, soit 8,88 % du nombre total mondial	
56,6 % du PIB mondial cumulé	

Tableau 2. Les six pays/territoires accueillant le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile (statistiques du HCR et de l'UNRWA sur les réfugiés palestiniens comprises)¹³

Pays/Territoire	N ^{bre} de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis
Jordanie	2 806 414
La Turquie	2 753 760
Territoire palestinien occupé	2 051 096
Pakistan	1 567 604
Liban	1 535 662
Afrique du Sud	1 217 708
11 932 244 réfugiés et demandeurs d'asile, soit 50,02 % du nombre total mondial	
1,9 % du PIB mondial cumulé	

Cela ne signifie en rien que les pays qui accueillent le plus de réfugiés et de demandeurs d'asile font tout pour respecter les droits de ceux-ci. Mais dans l'ensemble, ils assument une part de la responsabilité de la communauté internationale nettement plus importante que les premières économies mondiales. Les pays riches peuvent notamment accueillir les réfugiés les plus vulnérables dans le cadre de la procédure de réinstallation, qui permet aux réfugiés de prendre un nouveau départ dans un pays tiers, autre que celui qu'ils ont fui et celui où ils vivent actuellement.

Des pays riches ont certes offert un nouveau départ à des réfugiés, mais cela concerne un nombre extrêmement faible par rapport aux foules de réfugiés accueillis par d'autres. En 2015, les six pays les plus riches n'ont réinstallé que 57 167 personnes, soit moins de 6 % des 960 000¹⁴ hommes, femmes et enfants dans le monde qui avaient cruellement besoin de réinstallation cette année-là.

Les pays riches disposent d'autres moyens d'accueillir davantage de réfugiés et d'éviter à ceux-ci de devoir entreprendre un voyage hasardeux pour trouver refuge. Les gouvernements peuvent faciliter la réunification des familles de réfugiés sur leur territoire ou offrir des visas humanitaires permettant aux réfugiés de voyager en toute sécurité pour demander asile. Aucune de ces mesures ne devraient servir à refuser aux personnes qui ont emprunté d'autres voies le droit de demander asile dans un pays. Le droit de demander asile, qui est le droit de chercher à se protéger de persécutions, est un principe fondamental du droit international des réfugiés et doit impérativement être respecté.

Externalisation du contrôle des frontières

En 2015, les six pays les plus riches ont donné près de 2 milliards de dollars d'aide au HCR¹⁵. Ce financement est indispensable, car il permet de fournir aux réfugiés des aides aussi essentielles que des abris, de la nourriture et de l'eau.

Mais cette contribution financière à l'aide internationale ne saurait dédouaner les pays riches de leur responsabilité morale et légale d'accueillir davantage de réfugiés. L'aide internationale ne doit pas servir à faire pression sur les pays en développement pour qu'ils accueillent toujours plus de réfugiés et empêchent les populations de migrer.

Les gouvernements européens ont été les architectes de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Mais l'actuelle crise des réfugiés met crûment en lumière la superficialité de l'adhésion des gouvernements au droit international qu'ils prétendent défendre. En troquant des réfugiés contre des concessions politiques, l'accord UE-Turquie ne respecte pas l'esprit du droit international et européen. L'aide internationale est essentielle pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans les pays en développement, mais les gouvernements européens sont prêts à collaborer avec des régimes comme le Soudan et l'Érythrée et à leur verser des aides, afin d'empêcher les migrations. Par exemple, la fuite d'un document présentant le projet européen de 40 millions d'euros pour une « meilleure gestion des migrations » au Soudan et dans d'autres pays a révélé que les fonctionnaires européens craignaient que le financement de centres de détention, de caméras et de scanners ne soit perçu comme un « dialogue avec des régimes répressifs sur la question des migrations » et fortement critiqué¹⁶.

Un tel détournement de l'aide risque de devenir la routine avec la dernière politique européenne visant à externaliser le contrôle des frontières de l'UE. Dans une initiative dénoncée par une vaste coalition de plus de cent organisations européennes¹⁷, les chefs d'État et de gouvernement européens ont récemment déclaré qu'ils « créeront et mettront en œuvre les moyens d'incitation nécessaires¹⁸ » dans les pays d'origine et de transit afin d'enrayer les migrations. Il n'est guère étonnant qu'un groupe d'organisations de la société civile africaine ait également dénoncé toute l'approche européenne concernant l'aide et les migrations. « L'appât de l'aide financière européenne de lutte contre la migration transforme les autorités politiques africaines en de véritables persécutrices de leurs frères et sœurs », affirmaient-elles-ci¹⁹.

Les sommets de septembre

Dans de nombreux pays, l'action du gouvernement ne correspond pas aux attentes de sa population. Une étude d'Amnesty International publiée en mai 2016 le montrait clairement : dans 22 pays sur les 27 couverts par l'enquête, allant de la Chine aux États-Unis, la plupart des personnes interrogées souhaitaient que leur gouvernement aide *d'avantage* les réfugiés qui fuient la guerre et les persécutions²⁰. De fait, partout dans le monde, on observe d'innombrables actes de solidarité : depuis les villageois grecs qui ont sauvé des réfugiés dont les canots pneumatiques prenaient l'eau jusqu'aux communautés jordaniennes qui ont offert l'*Iftar* (le repas de rupture du jeûne) et des cadeaux aux familles syriennes musulmanes pendant le Ramadan.

À l'approche des deux sommets importants prévus à New York dans deux mois, les chefs d'État et de gouvernement du monde entier doivent entendre ces messages de solidarité et de soutien. Le 19 septembre prochain, les États membres de l'ONU se réuniront pour le premier sommet des Nations unies sur la réponse aux vastes mouvements de réfugiés et de migrants. Le lendemain, le président des États-Unis, Barack Obama, invite les chefs d'État et de gouvernement du monde entier à s'attaquer au problème des réfugiés. Les gouvernements ne doivent pas rater ces occasions d'aider des millions de personnes qui fuient conflits armés, catastrophes naturelles et pauvreté.

En amont de ces deux sommets, Oxfam appelle :

- les pays riches à accueillir un plus grand nombre de réfugiés et à sensiblement accroître leur soutien aux pays à revenu intermédiaire ou faible qui accueillent la majeure partie des personnes déplacées.
- tous les pays accueillant des personnes contraintes de fuir pour survivre, y compris les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays, à apporter l'aide et la protection dont celles-ci ont besoin, à leur assurer l'accès à l'éducation et à leur permettre de travailler.
- tous les pays à respecter les droits humains de toute personne qui migre, quel que soit son statut légal.

Étude de cas : « Pendant six jours, on nous a laissés sans abri, sans nourriture et quasiment sans eau »

Mastura, 45 ans, en Grèce

Mastura et ses enfants ont dû quitter l'Afghanistan quand son mari a disparu après avoir fait l'objet de menaces. Ses deux fils aînés ont quitté le pays l'an dernier et se trouvent en Allemagne.

« J'avais mon propre salon d'esthétique, ce qui faisait de notre famille une cible des Talibans. Mon mari est chauffeur de taxi. Un jour, il est allé en ville, il y a eu un affrontement violent et je ne l'ai plus jamais revu. J'avais peur pour nos vies, alors je n'ai dit au revoir à personne. J'ai juste vendu tout ce que je possédais, y compris mon salon, et je suis partie avec les enfants en courant.

Les passeurs nous ont emmenés avec tout un groupe et nous avons dû marcher pendant près de 40 jours, d'abord pour traverser l'Iran, puis pour atteindre la côte turque. Ce voyage m'a tout pris. Mes enfants étaient si fatigués. Arrivés à la côte, on nous a laissés sans abri, sans nourriture et quasiment sans eau. La sixième nuit, nous avons enfin pu embarquer dans un bateau. Mes jeunes fils étaient si terrifiés qu'ils ne voulaient pas monter. Je me suis efforcée de les rassurer. Jamais je n'aurais pensé me retrouver dans cette situation. Je pensais qu'une fois arrivés en Europe, nous pourrions retrouver mes aînés. »

L'action d'Oxfam en faveur des personnes fuyant violences et conflits armés

Dans plus de vingt pays, Oxfam s'emploie à porter assistance aux personnes chassées de chez elles par les violences armées ou les persécutions. Nous approvisionnons en eau potable les populations des zones bombardées en Syrie, nous distribuons de la nourriture au Soudan du Sud, nous fournissons des services d'eau et d'assainissement en République démocratique du Congo, en Tanzanie, au Yémen, en Irak et dans le Territoire palestinien occupé et nous aidons les réfugiés au Liban et en Jordanie, notamment. En Grèce, en Italie, dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine et en Serbie, Oxfam fournit de la nourriture et de l'eau potable, construit des toilettes, essentielles pour prévenir les épidémies, et s'assure que les réfugiés disposent des informations dont ils ont besoin pour leur sécurité et pour accéder à une assistance juridique.

Notes

- 1 HCR (2016, 20 juin). *Des déplacements de populations sans précédent à travers le monde*. Tiré de : <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/6/57641727a/deplacements-populations-precedent-travers-monde.html>
- 2 HCR (2016). *Global Trends - Forced Displacement in 2015*. Page 2. Publié le 20 juin 2016. Tiré de : <https://s3.amazonaws.com/unhcrsharedmedia/2016/2016-06-20-global-trends/2016-06-14-Global-Trends-2015.pdf>
- 3 Selon le dernier classement des pays selon leur PIB, établi par la Banque mondiale pour l'année 2015, les six premières économies mondiales sont les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. À eux six, ces pays représentent 56,6 % du PIB mondial (41 562 907 000 000 USD sur 73 433 650 000 000 000 USD). Banque mondiale (2016). Classement « Gross Domestic Product 2015 ». Tiré de : <http://databank.worldbank.org/data/download/GDP.pdf>
Conformément à la pratique de l'ONU, pour obtenir le nombre total de personnes accueillies dans chacun des pays hôtes, Oxfam additionne les dernières statistiques du HCR sur le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile et, pour les pays concernés, les dernières statistiques de l'UNRWA sur les réfugiés palestiniens. Voir HCR (2016). *Global Trends - Forced Displacement in 2015*. Page 2.
Cela permet d'obtenir une comparaison mondiale claire. Cependant, dans différents pays, d'autres personnes peuvent ne pas être comprises dans ces chiffres. Dans des pays comme la Turquie et l'Allemagne, il peut y avoir un grand nombre de personnes arrivées depuis les dernières statistiques du HCR (publiées en juin 2016 mais à jour en décembre 2015) et venant d'être enregistrées (ou toujours en attente d'enregistrement), mais n'ayant pas encore eu la possibilité de déposer une demande d'asile.
Selon ces statistiques, à la fin décembre 2015, les États-Unis accueillaient 559 370 réfugiés et demandeurs d'asile, la Chine 301 729, le Japon 16 305, l'Allemagne 736 740, le Royaume-Uni 168 937 et la France 336 183, pour un total de 2 119 264. HCR (2016). *Global Trends - Forced Displacement in 2015*. Voir le tableau 1 en annexe.
Ce total représente 8,88 % de l'ensemble des 23 853 576 réfugiés et demandeurs d'asile dénombrés dans les colonnes correspondantes de ce tableau et des réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA. Voir UNRWA (2016). *Where We Work*. Tiré de : <http://www.unrwa.org/where-we-work>
Ce total de 23 853 576 est inférieur à la somme des 21,3 millions et 3,2 millions susmentionnés, car pour les fins de cette analyse, nous n'avons pas inclus les données du HCR sur les apatrides, notamment.
- 4 Statistiques du HCR et de l'UNRWA comprises, les six pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile sont la Jordanie, la Turquie, le Territoire palestinien occupé, le Pakistan, le Liban et l'Afrique du Sud. À eux six, ils accueillent 11 932 244 réfugiés et demandeurs d'asile, ce qui représente 50,02 % du total mondial, mentionné plus haut, qui s'élève à 23 853 576. Voir le rapport du HCR « Global Trends - Forced Displacement in 2015 » et la page Web de l'UNRWA « Where We Work », cités dans les notes 2 et 3 ci-dessus. Selon les statistiques susmentionnées de la Banque mondiale sur le PIB en 2015, ces pays représentent à eux six 1,9 % du PIB mondial (1 398 287 000 USD sur 73 433 650 000 000 000 USD).
- 5 HCR (2016). *Global Trends - Forced Displacement in 2015*. Page 2.
- 6 IHS (2016, 13 juin). *Record-breaking \$65 Billion Global Defence Trade in 2015 Fueled by Middle East and Southeast Asia, IHS Jane's Says*. Tiré de : <http://press.ihs.com/press-release/aerospace-defense-security/record-breaking-65-billion-global-defence-trade-2015-fueled> ; Bloomberg (2016, 12 juin). *Saudi Arabia's Weapons Imports Lead Surge in Global Arms Sales*. Tiré de : <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-06-12/saudi-arabia-s-weapons-imports-lead-surge-in-global-arms-sales>
- 7 Oxfam (2016). *Crise syrienne : analyse des contributions équitables 2016*. Page 2. Tiré de : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/crise-syrienne-analyse-des-contributions-equitables-2016>
- 8 Estimation basée sur le nombre de rations distribuées par l'Organisation internationale pour les migrations dans le camp de Rukban et les enregistrements du HCR dans le camp de Hadalat.
- 9 Missing Migrants Project (2016). *Latest global figures*. Tiré de : <https://missingmigrants.iom.int/latest-global-figures>. Ce chiffre ne comprend pas les 11 décès pour lesquels le mois n'est pas spécifié. Remarque : seuls les décès signalés par les autorités publiques, les médias, l'ONU ou les ONG sont comptabilisés. D'innombrables autres personnes sont mortes sur les routes migratoires à travers le monde. Ces chiffres constituent donc un minimum par rapport aux chiffres réels. Tous doivent être considérés comme des estimations.
- 10 Conformément à la pratique de l'ONU, pour obtenir le nombre total de personnes accueillies dans chacun des pays hôtes, Oxfam additionne les dernières statistiques du HCR sur le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile et, pour les pays concernés, les dernières statistiques de l'UNRWA sur les réfugiés palestiniens. Voir HCR (2016). *Global Trends - Forced Displacement in 2015*, page 2 ; UNRWA. *Palestine Refugees*. Tiré de : <http://www.unrwa.org/palestine-refugees>
- 11 Voir la note 3 ci-dessus.
- 12 Voir la note 3 ci-dessus.

13 Ce classement et les chiffres pour la Jordanie, le Territoire palestinien occupé et le Liban comprennent les réfugiés palestiniens relevant de l'UNRWA, ainsi que ceux enregistrés auprès du HCR. Les totaux comprennent 2 117 361 réfugiés palestiniens relevant de l'UNRWA en Jordanie, 1 276 929 à Gaza et 774 167 en Cisjordanie (que nous avons additionnés, ce qui donne un total de 2 051 096 pour le Territoire palestinien occupé), ainsi que 452 669 au Liban. Voir le rapport du HCR « Global Trends - Forced Displacement in 2015 » et la page Web de l'UNRWA « Where We Work », cités dans les notes 2 et 3 ci-dessus.

14 Voir les statistiques du HCR pour chaque pays en 2015 :

États-Unis	52 583
Allemagne	2 097
Japon	19
Chine	0
Royaume-Uni	1 768
France	700
TOTAL	57 167

HCR (2016). *Resettlement Statistical Database Portal*. 17 mai 2016. Recherche par pays de réinstallation et d'asile (« Query by Country of Resettlement & Country of Asylum »). Tiré de : <http://www.unhcr.org/uk/statistics/unhcrstats/573b8a4b4/resettlement-statistical-database-portal.html>

Le HCR a également estimé que près de 960 000 réfugiés avaient besoin de réinstallation. Voir HCR (2015). *UNHCR Projected Global Resettlement Needs: 2015*. Page 9. Tiré de : <http://www.unhcr.org/protection/resettlement/543408c4fda/unhcr-projected-global-resettlement-needs-2015.html>

Le chiffre de 57 167 représente 5,955 % de 960 000.

15 HCR (2016). *Contributions to UNHCR for budget year 2015 (as at 31 December 2015)*. Tiré de : <http://www.unhcr.org/partners/donors/558a639f9/contributions-unhcr-budget-year-2015-31-december-2015.html>

DONATEUR	Contributions au HCR pour l'exercice 2015 (au 31 décembre 2015) en dollars US
États-Unis	1 352 454 631
Allemagne	142 859 376
Japon	173 500 535
Chine	941 841
Royaume-Uni	262 284 115
France	42 129 813
TOTAL	1 974 170 311

Ces chiffres ne comprennent PAS les contributions que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont versées par l'intermédiaire des institutions européennes ni les contributions versées par les six pays à un autre fonds humanitaire ou de financement commun des Nations unies ou associé.

16 *Der Spiegel* (2016, 13 mai). *EU to Work with African Despot to Keep Refugees Out*. Tiré de : <http://www.spiegel.de/international/world/eu-to-work-with-despot-in-sudan-to-keep-refugees-out-a-1092328.html>

17 Oxfam et autres (2016, juin). *Joint NGO Statement Ahead of the European Council of 28–29 June: NGOs Strongly Condemn New EU Policies to Contain Migration*. Tiré de : https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/jointstatementeuimmigrationresponse.pdf

18 Conseil de l'Union européenne (2016). *Réunion du Conseil européen (28 juin 2016) – Conclusions*. Tiré de : <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-26-2016-INIT/fr/pdf>

19 Réseau panafricain pour la défense des droits des migrants (PANDMiR) et autres (2015, novembre). *Déclaration conjointe : La société civile africaine dénonce la chasse aux migrants sur le continent*. <http://www.statewatch.org/news/2016/may/eu-africa-ngos-statement.pdf>

20 Amnesty International (2016). *Enquête de 2016 sur l'accueil des réfugiés*. Tiré de : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/05/refugees-welcome-survey-results-2016/>

Oxfam www.oxfam.org

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui travaillent en réseau dans plus de 90 pays : Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam IBIS (<http://oxfamibis.dk/>), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Oxfam Intermón (www.oxfamintermon.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org), Oxfam Japon (www.oxfam.jp), Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl), Oxfam-Québec (www.oxfam.qc.ca). Membres observateurs : Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br), Oxfam Afrique du Sud.